

Rodange-Ettelbruck), la «Zeitung» se rangea de son côté, de même qu'elle combattit le fameux Philippart que la loi du 19. 3. 1869 avait chargé de la construction.

La ligne de conduite de la «Zeitung» était également toute fixée lorsque furent discutées l'augmentation des tarifs ferroviaires ainsi que les concessions minières. Au sujet de celles-ci il y a lieu de rappeler que les maîtres de forges luxembourgeois voulaient tenir écartés les intéressés étrangers, non seulement pour des raisons financières, mais aussi pour que la minette pût être convertie dans les hauts fourneaux du pays.

Il y eut aussi de sérieuses prises de bec avec le journal catholique lorsque, le 28. 9. 1870, le pape érigea de son propre chef le vicariat apostolique en évêché. Le fait que cet acte d'autorité dut être entériné par la loi du 30. 4. 1873 prouve en lui-même le bien-fondé de l'attitude du journal de Schroell quant à la forme. Cela n'empêche qu'il est loisible de ne pas approuver l'opinion de la «Zeitung» quant au fond.

Ce serait faux de prétendre que pendant la guerre de 1870/71 les hommes de la «Zeitung» se fussent prononcés pour une fusion avec l'Allemagne. Mais ce que l'on peut reprocher au journal libéral c'est d'avoir — comme en 1867 — permis à ses correspondants annexionnistes d'Echternach de dépasser la mesure. Même les réserves dont Th. Schroell faisait précéder certains articles ne pouvaient empêcher que se formât, à l'endroit de son journal, une renommée de germanophilie qui devait durer plus de quarante ans.

Dans le tas des trop nombreux articles par lesquels la «Zeitung» mécontenta la majorité de la population luxembourgeoise, le hasard nous en fait choisir trois : celui — faisant exception parmi tous les autres articles du pays — qui désapprouva l'attitude du gouvernement Servais quand il s'agissait de trouver un concessionnaire pour l'exploitation des chemins de fer ; celui qui critiqua la digne réponse faite le 14. 12. 1870 par Servais à Bismarck, réponse approuvée par la Chambre à l'unanimité des voix ; le rappel — formulé déjà en 1872 — qu'il fallait songer à renouveler le traité avec l'Union Douanière expirant en 1875. (31)

Il faut évidemment reconnaître que le tandem Metz-Schroell n'était partisan de cette orientation pro-allemande qu'à condition que le gouvernement du Reich donnerait toutes les garanties désirées quant à la sauvegarde de notre indépendance politique. Lorsque, en fin de compte, aucun des groupes privés n'obtint la concession et que l'exploitation des chemins de fer fut «assumée» par la «Reichsbahn», en l'espèce l'Etat allemand lui-même, le «Luxemburger Wort» et «L'Indépendance luxembourgeoise» insinuèrent que les hommes de la «Zeitung» avaient été soudoyés. Dans le N° du 18. 1. 1872 du journal catholique, un correspondant, en prétendant que Schroell avait été